

Pour les ONG, “c’est une arnaque”

Disponible en ligne, la liste des membres conviés aux réunions de “l’alliance” révèle effectivement la présence de multinationales comme Danone, Monsanto ou encore Yara, le très puissant producteur d’engrais norvégien.

“Si on analyse toute la liste, on constate même que 46 % des entreprises qui soutiennent cette agriculture climato-intelligente du futur sont liées à la production d’engrais”, s’étrangle François Delvaux de la CIDSE - Alliance internationale des agences catholiques de développement. “Et la raison à cela est simple: les membres n’ont aucun compte à rendre. L’usage des OGM (organismes génétiquement modifiés, Ndlr), les pesticides, l’agriculture intensive et les monocultures qui ont un impact désastreux sur la biodiversité, ne sont nullement prohibés. Les Nations unies sont en train de chercher une solution aux problèmes actuels avec les entreprises qui sont à la source du problème. Pour moi c’est exactement comme si on conviait l’industrie du tabac aux réunions de lutte contre le cancer.”

“On produit déjà bien assez, le problème c’est la répartition”

La démarche des Nations unies part d’une intention simple: mettre tout le monde autour de la table pour répondre à une question: “Comment produire plus, mieux, avec un impact limité sur le climat?”

“C’est à ce niveau qu’il y a un problème”, estime François Delvaux. “La FAO part du principe que pour alimenter tout le monde d’ici 2050, il faut produire davantage. C’est faux, on produit bien assez aujourd’hui. L’insécurité alimentaire n’est pas due à un manque de ressources, mais à une mauvaise répartition de ces ressources. Toutes les causes structurelles de la faim sont écartées. Incapables de remettre le système de production en question, l’Onu consacre son argent et son énergie à un simple verdissement du système actuel.”

L’engrais contre la déforestation

Comment? “En plaçant l’agrobusiness au centre du raisonnement”, estime le responsable “alimentation et agriculture” de la CIDSE. “Il y a deux façons de produire plus: soit vous multipliez les surfaces cultivables – ce qui accentue la déforestation et donc les émissions de gaz à effet de serre – soit vous augmentez la productivité des surfaces existantes.” Ce qui peut se faire de deux manières: en ayant recours à l’agroécologie, non dénuée de défauts, mais propre d’un point de vue environnemental, peu coûteuse, et favorable aux petits producteurs – ou en utilisant des fertilisants.

“D’où l’omniprésence des industriels comme Monsanto ou Yara”, pointe François Delvaux. “Force est de constater que les agroécologistes sont minoritaires et que ce sont les industriels des produits fertilisants qui se revendiquent de cette “agriculture intelligente”. Et pour cause: en présentant leurs produits comme un moyen de produire davantage sans avoir à défricher de nouvelles surfaces, ils peuvent jouer la carte de la lutte contre le réchauffement et in fine, toucher des fonds dévolus à la lutte contre le changement climatique.”

“On sait par ailleurs que la présidence française de la conférence sur le climat qui se tiendra à Paris au mois de décembre a l’intention de mentionner les initiatives qui permettent de réduire les émissions de gaz à effet de serre”, conclut François Delvaux. “Si l’Agriculture intelligente figure dans la déclaration finale, l’agro-industrie aura un boulevard pour accéder aux fonds verts.”

V.D.

Un agroécologiste en terre hostile

Bien que minoritaires, plusieurs associations environnementales ou centres de recherche partisans de l’agroécologie sont bien présents au sein de l’alliance pour une agriculture climato-intelligente, comme le Cirad – le Centre de coopération internationale en recherche agronomique – qui a fait le choix de venir défendre ses idées de l’intérieur. “En ce qui nous concerne, le concept de Climate-Smart Agriculture doit être basé sur les paramètres du développement durable”, explique Emma-

nuel Torquebiau, en charge du changement climatique au Cirad. “La qualité écologique, l’équité sociale et la performance économique. Si on prend ces trois critères en compte, on est obligé de mettre les caractéristiques de l’agriculture industrielle de côté et de faire de l’agriculture climato-intelligente agroécologique.”

Lutter contre le manque de moyens

Une vision pourtant très loin d’être majoritaire au sein de l’alliance “et que nous voulons justement partager au

Pour la FAO, “c’est la seule solution”

Consciente des critiques, l’Organisation des Nations unies pour l’agriculture et l’alimentation (FAO) persiste et signe: “La vision des ONG est pleine de préjugés”, lance son conseiller en agriculture et changement climatique Alexandre Meybeck. “Si l’on veut réduire les émissions de gaz à effet de serre par quantité de nourriture produite, il faut tout simplement être plus efficace. Par exemple: mettre plus de fertilisants pour moins déforester. Dans certaines régions comme l’Europe et les Etats-Unis, on utilise trop de fertilisants, dans d’autres pas assez, ce qui rend par exemple le sol africain trop pauvre.”

Inévitables Danone et Monsanto

Bien qu’elle reconnaisse que l’on puisse s’interroger sur les motivations réelles de multinationales comme Monsanto ou Danone, la FAO estime qu’on ne peut tout simplement pas se passer d’elles. “Les changements à mettre en place sont tels qu’on ne peut pas mettre de côté les acteurs qui jouent un rôle majeur dans l’agro-industrie d’aujourd’hui”, poursuit Alexandre Meybeck. “Danone est un acheteur très important, Monsanto un très gros fournisseur, ne pas les associer au mouvement reviendrait à se priver de la possibilité d’avoir un effet réel sur l’agriculture.”

Une plateforme de réflexion avant tout

“L’alliance pour une agriculture intelligente est avant tout une plateforme de réflexion et d’apprentissage”, répond le directeur du programme Climate Smart Bruce Campbell quand on l’interroge sur l’influence de ces multinationales dans l’organisation et l’absence totale de contraintes pour pouvoir y figurer. “Je ne vois pas pourquoi nos membres devraient s’engager! Nous sommes là pour échanger. Tout le monde est le bienvenu et en particulier les représentants de l’agro-industrie parce que ce sont eux qui ont les moyens de changer notre mode de production alimentaire.”

Une approche contestée par les associations environnementales qui précisent que l’alliance est divisée en trois sous-groupes: un espace de discussion, certes, mais également un groupe de réflexion sur les investissements, et un troisième chargé de se pencher sur la concrétisation politique.

V.D.

Santé

“Non à la cigarette en voiture”

La Coalition nationale contre le tabac demande au gouvernement belge d’interdire de fumer dans les voitures en présence d’enfants et de jeunes de moins de 18 ans, à l’image de la législation qui est déjà en vigueur en France et qui le sera dès ce jeudi en Angleterre et au pays de Galles.

L’objectif de cette mesure est de protéger les enfants et les adolescents contre les dangers du tabagisme passif, fumer en voiture entraînant une concentration de substances cancérigènes dans l’air 27 fois plus élevée qu’à la maison.

Californie

Trop d’otaries s’échouent

Les otaries de Guadeloupe, une espèce en voie de disparition, s’échouent sur les côtes de Californie pour y mourir à un rythme anormalement élevé. Leur population est estimée à environ 15 000 et depuis janvier, environ 80 otaries à fourrure se sont échouées, soit huit fois plus que d’ordinaire, selon le Centre des mammifères marins. “Les conditions sont anormales dans le Pacifique depuis deux ans”, notamment à cause d’un réchauffement de l’eau. Elles provoquent “des changements dans les déplacements des poissons dont s’alimentent les otaries”.



GREGORY BULL/AP

Une otarie, le 18 septembre, sur la côte à San Diego.

France

Pollution: la circulation alternée encouragée

Critiquée pour sa gestion des épisodes de pollution au printemps à Paris, la ministre française de l’Ecologie Ségolène Royal a annoncé mercredi que la circulation alternée pourrait être instaurée dès l’annonce d’un pic et veut encourager les trajets domicile-travail à vélo. M^{me} Royal a assuré en outre que, lors des pics, “chaque fois que les élus demanderont une limitation de la vitesse, ils l’obtiendront”. La circulation alternée n’a été mise en place que trois fois, en région parisienne, en près de 20 ans.

V.D.